

## « Trente ans après la petite idée de Coluche, s'engager encore »

Samedi 26 septembre 2015

Colloque co-organisé par les Restaurants du cœur,  
la Fondation pour l'innovation politique et la Fondation Jean-Jaurès

### Allocution de Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale

Chère Véronique Colucci,  
Monsieur le Président des Restos du cœur, cher Olivier Berthe,  
Monsieur le directeur de la Fondation pour l'innovation politique, cher Dominique  
Reynié,  
Monsieur le directeur de la Fondation Jean-Jaurès, cher Gilles Finchelstein,  
Mesdames et Messieurs,

« Quand il y a des excédents de nourriture et qu'on les détruit pour maintenir les prix sur le marché, on pourrait les récupérer et on essaiera de faire une grande cantine pour donner à manger à tous ceux qui ont faim (...) J'ai une petite idée comme ça (...) ». Je viens de vous lire l'appel lancé par Coluche en direct, un matin, sur Europe 1. Nous sommes le 26 septembre 1985 et les Restos du cœur viennent de naître.

Comment cette « petite idée » a-t-elle pu être à l'origine de ce formidable élan de générosité ? Comment, il y a tout juste trente ans, un homme a-t-il pu entraîner avec lui quelque 5 000 bénévoles qui sont désormais près de 70 000 ? Il y a bien sûr le charisme, le talent, la volonté de Coluche. Mais pas seulement. Il y a plus que cela. Il y a ce moment de grâce où un homme sait, par des mots simples, provoquer chez chacun d'entre nous, indignation, révolte et engagement.

Trente ans avant Coluche, l'Abbé Pierre avait également su toucher, un jour d'hiver 54, cette part d'humanité malgré tout, malgré cette terrible habitude de voir des enfants mendier dans les bras de leur maman, malgré la honte de détourner le regard.

Mais voilà, on ne peut pas attendre, tel le Messie, qu'un jour un nouveau Coluche, un nouvel Abbé Pierre lève le poing et réveille nos consciences. L'engagement de quelques-uns ne peut pas reposer sur la révolte d'un seul homme. Dans un pays qui, légitimement, place la solidarité au cœur de ses priorités et qui a vu, au cours de ces trente années, le visage de la solidarité se modifier en profondeur, nous devons nous interroger : comment mieux et encore s'engager contre l'exclusion ?

Cette question, je la pose, je me la pose en tant qu' élu local, habitant et passionné de Seine-Saint-Denis, le département le plus jeune mais aussi le plus pauvre de France. Car ce matin, je m'adresse à vous en tant que représentant d'un territoire où parfois la pauvreté s'hérite de génération en génération. Je m'adresse à vous en sachant combien le visage de la précarité a changé : c'est désormais celui des femmes seules avec enfants, celui de ces millions d'enfants pauvres, celui de nos aînés que la misère n'épargne pas, celui de ces réfugiés qui demandent secours et protection.

Le visage de la misère a changé et, avec cette interminable crise, on demande toujours plus aux bénévoles. C'est à eux que l'on demande d'agir vite, devant l'urgence sociale. Ce sont les militants qui doivent en permanence adapter les réponses devant des malheurs toujours différents et toujours importants. Oui, on demande beaucoup aux bénévoles. Et tout cela ne peut et ne doit se faire comme un travail à la chaîne ou devant un écran d'ordinateur. Même quand la file d'attente s'allonge, il y a derrière chaque bénéficiaire une femme ou un homme qui attend de l'aide. Etre engagé bénévolement, c'est avant tout travailler sur l'humain. C'est une exigence et une lourde responsabilité qui interrogent particulièrement en période de changements et de doutes.

Car la question du sens de l'engagement peut être posée et les pratiques militantes questionnées. Consacrer son temps libre aux plus fragiles à l'heure où la consommation est quasiment une religion, ce n'est pas anodin. Surtout dans une époque folle où certains dénoncent l'assistanat qui gangrènerait notre société.

Et pourtant, malgré tout, la chaîne de solidarité continue de fonctionner. Car il y a toujours ces milliers de personnes qui, à chaque saison des Restos du cœur, viennent chercher de quoi manger. Elles étaient 70 000 en 1985... elles sont un million cette année. Le succès des Restos du cœur est amer car il répond à un besoin vital pourtant non pourvu dans l'un des pays les plus riches du monde. Etre pauvre aujourd'hui, c'est avant tout se priver de ce qu'il y a de plus essentiel : se nourrir.

Cette réalité-là est si forte, si présente, si violente, que chacun se sent menacé. La crise inquiète, angoisse. Et pourtant, malgré les crises et les bouleversements en tous genres, nous restons animés par le goût du progrès social.

Pas simplement pour nous réjouir d'un modèle social français qui serait meilleur que tous les autres. Pas seulement pour répondre à une exigence constitutionnelle, selon laquelle, en France, « Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ». Non, le goût du progrès social est constitutif d'une part de notre identité nationale.

Aujourd'hui, nous élus locaux, militants associatifs, citoyens engagés, nous avons la responsabilité collective de faire vivre ces principes d'une République sociale, de refaire la démonstration de leur efficacité et de leur pertinence. Car malgré les inquiétudes, la peur du déclassement et des fins de mois difficiles, l'engagement et le bénévolat prouvent qu'un monde incertain n'est pas un monde sans valeurs.

Oui, l'engagement des bénévoles répond aujourd'hui à une obligation morale. Quand un enfant sur cinq vit dans la pauvreté, ce sont les fondements d'une République unie qui sont atteints. Il ne peut y avoir cohésion sociale et redressement économique en laissant une partie de la population sur le bord du chemin. La France se redressera si elle est unie, si elle est solidaire et si elle sait mettre à profit les compétences de tous. Car la pauvreté n'est pas un choix personnel ; elle est la conséquence d'un dérèglement collectif que nous devons réparer collectivement.

En effet, malgré une réalité sociale parfois difficile, insupportable même, je viens de le rappeler, je ne suis pas de ceux qui croient au déclin de notre pays. Rappelons quelques vérités. La France est la cinquième puissance économique mondiale. Nous avons l'une des

mains-d'œuvre les mieux formées au monde. Les investisseurs et les talents y viennent des quatre coins du monde.

Nous avons toutes les cartes en mains. Pour lutter contre la pauvreté, pour redonner confiance et espoir à nos concitoyens les plus fragiles.

Mais pour cela, il nous appartient de dessiner ensemble notre avenir. Nous devons fuir ceux qui prônent une France fermée et repliée sur elle-même. Opposons-leur une France qui sait que son avenir passe par une République solide et solidaire.

Voilà la raison pour laquelle nous sommes aujourd'hui rassemblés. Nous sommes réunis pour rappeler que la promesse républicaine n'a pas de sens si elle ne s'adresse pas à chacun d'entre nous. Nous sommes là pour rappeler que le progrès d'une société ne se mesure pas seulement au regard de ses conquêtes techniques, économiques ou même sociales. Il s'évalue à sa capacité, ou à sa volonté de faire partager ces conquêtes par tous. Je vous remercie.